

Print

Nicaragua : L'évolution du régime du président Daniel Ortega depuis 2007

Par [Eric Toussaint](#)

Mondialisation.ca, 28 juillet 2018

[CADTM](#) 25 juillet 2018

Url de l'article:

<https://www.mondialisation.ca/nicaragua-levolution-du-regime-du-president-daniel-ortega-depuis-2007/5626946>



Photo : Le Cardinal Obando y Bravo et le couple présidentiel Rosario Murillo et Daniel Ortega

Afin de remporter les présidentielles de novembre 2006, Daniel Ortega a réussi à rendre acceptable son élection par les classes dominantes et notamment la chambre patronale COSEP, par la direction de l'Église catholique représentée par le Cardinal Obando y Bravo, par les anciens présidents Arnaldo Alemán et Enrique Bolaños, par le FMI. Daniel Ortega avait également fait le maximum pour conserver l'appui d'une série de dirigeants des organisations populaires sandinistes. Il y était arrivé et cela s'est prolongé jusqu'à aujourd'hui. Ces dirigeants considèrent Ortega comme

le protecteur d'une série d'acquis de ces organisations et surtout de leurs directions.

Ce qu'a obtenu Daniel Ortega de 2007 à 2018 fait penser à ce qu'a réalisé au Mexique le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) pendant les années 1960 et 1970 (voir l'encadré sur le régime du PRI) : défendre les intérêts du grand capital, ouvrir plus largement l'économie aux grandes entreprises étrangères, entretenir de bonnes relations avec le FMI, la Banque mondiale et d'autres organismes multilatéraux, tout en s'assurant l'appui d'une série d'organisations populaires sur lesquelles il exerce une très forte influence, et en maintenant une politique d'assistance sociale minimale (soutiens financiers et matériels aux plus pauvres sans combattre structurellement les causes de la pauvreté), permise à la fois par une conjoncture économique internationale favorable aux exportations et par l'aide provenant du Venezuela. Comme le PRI en 1968, Ortega n'a pas hésité à utiliser la violence contre des protestations sociales. Mais, proportionnellement à la taille de la population, il l'a fait en 2018 sur une plus grande échelle que le PRI. Comme le PRI à cette époque, Ortega bénéficie toujours du soutien de plusieurs gouvernements anti-impérialistes (Cuba, Venezuela, Bolivie) et d'une partie de la gauche latino-américaine. Combien de temps cela peut-il durer ? Cela dépendra de plusieurs facteurs : l'ampleur de la crise économique du modèle qui réduit les marges pour une politique de distribution de quelques miettes pour les plus pauvres, la capacité des mouvements sociaux et de la gauche radicale nicaraguayenne à surmonter la désorientation, le dégoût, la répression brutale, le discrédit jeté sur le sandinisme et sur le socialisme par la caricature que présente le régime de Daniel Ortega et Rosario Murillo, et la capacité de la gauche internationale à surmonter la désorientation.

Le régime du PRI au Mexique

Le PRI, né en 1946, avait réussi, à partir des années 1950-1960, à détourner et à dévoyer ce qui restait de la révolution mexicaine de 1910-1920 et des grandes réalisations sociales réalisées pendant le mandat présidentiel de Lazaro Cardenas entre 1934 et 1940 (nationalisation du pétrole et des chemins de fer, expropriation de 16 millions d'hectares aux grands propriétaires étrangers ou nationaux et redistribution de ces terres aux communautés natives « indiennes » pour leur usage collectif, victoire sur la dette – réduction de 90 % – due aux banques des États-Unis principalement – voir Éric Toussaint, *Le Système dette*, Les Liens qui libèrent, 2017, chapitre 11, p. 242-243). Le PRI a monopolisé le pouvoir et s'est entouré de partis satellites. Il contrôlait les syndicats ouvriers et de la fonction publique ainsi que la plupart des organisations paysannes. Il contrôlait tous les organes de l'État, une partie des industries stratégiques et les moyens de communication de masse. Il a réprimé très durement le soulèvement étudiant le 2 octobre 1968 en provoquant le massacre de Tlatelolco. Le nombre exact de morts n'a jamais été révélé. De source sérieuse, on parle de 300 morts. Le gouvernement PRI a fini par reconnaître une trentaine de morts mais cela n'est pas convaincant. Dans la foulée de la répression de 1968, le PRI a fait éliminer des centaines de militants de gauche en généralisant les disparitions afin de rester au pouvoir. Il a utilisé des groupes paramilitaires pour organiser la répression et procéder à des exécutions. À partir des années 1980, il a éliminé de manière progressive de nombreuses conquêtes sociales qui subsistaient de la période 1910-1940. En tant que Parti-État, il s'est approprié des recommandations du Consensus de Washington, a privatisé massivement le secteur public et a commencé une forte libéralisation des marchés au Mexique.

Malgré la répression, le PRI au gouvernement a réussi à obtenir le silence gêné de la part de plusieurs gouvernements et partis de gauche en Amérique latine jusque dans les années 1990 car il avait des intérêts qui différaient de ceux de Washington sur certains aspects et non des moindres.

Pour comprendre le caractère complexe de la politique du PRI au pouvoir et de ses rapports particuliers avec la gauche latino-américaine, il est intéressant de prendre quelques exemples. Le président « tiers-mondiste » Echeverría (1970-1976) rompt les relations avec la dictature de Pinochet et accueille des centaines de militants chiliens persécutés. De même, il offre l'asile à des militants politiques de gauche provenant d'Argentine, d'Uruguay et du Brésil. Mais en même temps, Echeverría (qui était par ailleurs un collaborateur de la CIA) applique pour la première fois de manière massive la politique des disparitions forcées pour éliminer des guérilleros mexicains. Or, les politiques progressistes telles que l'accueil d'exilés de la gauche latino-américaine conduisent une partie de la gauche à ne pas critiquer le régime du PRI. Ainsi, quand la militante des droits humains, Rosario Ibarra (dont le régime du PRI a fait disparaître le fils en avril 1975) participe en tant qu'animatrice du Comité Eureka aux réunions de FEDEFAM (*Federación de Familiares de Desaparecidos de América Latina*, Fédération des familles des disparus d'Amérique latine), elle est critiquée durement par les Mères de disparus du Cône Sud (Argentine, Chili, Uruguay, Chili, etc.), surtout les Chiliennes, qui refusaient d'inclure le Mexique dans la liste des régimes qui pratiquaient les disparitions forcées. Les militantes chiliennes ne souhaitent pas qu'on mentionne le régime du président Luis Echeverría, notamment parce qu'il offrait l'asile à des dirigeants et à des militants de l'Unité Populaire fuyant la dictature de Pinochet. Plus tard, le gouvernement mexicain est parmi les premiers à reconnaître le régime sandiniste qui avait renversé la dictature de Somoza. Il a également soutenu le processus de négociations entre la guérilla salvadorienne et le régime en place. Le gouvernement mexicain avait aussi permis à Fidel Castro et à ses camarades, parmi lesquels Raul Castro et le Che, de s'entraîner à Mexico avant de lancer leur expédition contre le régime de Batista en novembre 1956 en quittant les côtes du Mexique à bord du

bateau Granma. Le régime mexicain a défendu le régime cubain face aux États-Unis après la victoire de la révolution en 1959.

Le gouvernement du PRI du président Carlos Salinas de Gortari (de 1988 à fin 1994) a réprimé le soulèvement zapatiste à partir de janvier 1994. Le monopole du pouvoir du PRI a commencé à se fracturer avec les événements tragiques du séisme de 1985 qui a frappé très durement la ville de Mexico. La société a dû s'organiser elle-même face à l'inaction gouvernementale pendant la catastrophe naturelle, ce qui a marqué une nouvelle prise de conscience sociale et politique. La fracture décisive du monopole du PRI s'est manifestée aux élections pour élire le gouverneur de la Ville de Mexico en 1997, quand Cuauhtémoc Cárdenas (fils de Lázaro Cárdenas) est élu gouverneur comme candidat d'un parti qui s'opposait au PRI.

Le PRI est revenu au pouvoir en 2012. En juillet 2018, Andrés Manuel López Obrador, opposant au PRI, à la tête de Morena, une formation de centre gauche, a gagné les élections et est devenu président.

Revenons sur ce qui s'est passé depuis la victoire électorale de Daniel Ortega en novembre 2006 et le début de sa présidence en 2007. Comme le dit Monica Baltodano, l'ex-commandante guerillera : « *En 2007, avec l'arrivée d'Ortega à la présidence, se manifeste de manière évidente une tendance qui est devenue toujours plus claire. Le pragmatisme économique montré par le Front par rapport aux privatisations et aux politiques néolibérales se déploie pleinement. Débute alors une nouvelle phase où Ortega entre dans un processus de rapprochement avec l'autre pilier du pouvoir national : les grands patrons regroupés au sein du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP). Alors se produit la symbiose entre Ortega et le grand capital national. Je ne l'appelle pas alliance : c'est une symbiose car ce qui définit la nature du régime actuel, c'est que sa mission principale consiste à fortifier et à créer les conditions pour l'économie de marché, fortifier le grand capital, tout en distribuant des miettes aux pauvres pour que ceux-ci restent tranquilles. (...) Ortega et son groupe ne sont pas avec le grand capital par convenance tactique. Ils sont avec le grand capital, parce que maintenant eux-mêmes sont un important groupe capitaliste : aujourd'hui, le gouvernement représente cette communauté d'intérêts entre la nouvelle oligarchie sandiniste, l'oligarchie traditionnelle et le grand capital multinational.* » [\[1\]](#)

Refus de Daniel Ortega de remettre en cause la légitimité de la dette réclamée au Nicaragua et renouvellement des accords avec le FMI

Déjà après la victoire de la révolution en juillet 1979, la direction sandiniste a décidé de ne pas remettre en cause le remboursement de la dette contractée par la dynastie Somoza. Pourtant toute cette dette remplissait les deux critères qui permettent de qualifier une dette d'odieuse et refuser en conséquence de la payer : elle n'avait pas bénéficié à la nation et les créanciers le savaient car ils étaient directement complices du régime corrompu de Somoza [\[2\]](#). Fait aggravant, mais pas indispensable pour qualifier d'odieuse cette dette, elle avait servi à financer une dictature responsable de crimes contre l'humanité.

La dette accumulée ensuite par les trois gouvernements de droite qui se sont succédés entre 1990 et 2007 a servi à financer des contre-réformes néolibérales, des privatisations, des atteintes aux droits économiques et sociaux de la population. De plus, il était possible de démontrer que cette dette avait alimenté la corruption en particulier durant le mandat d'Arnoldo Alemán (1997-2002). Daniel Ortega, une fois élu président, aurait pu – s'il l'avait voulu – s'inspirer de l'initiative prise par le président de l'Équateur, Rafael Correa, qui avait lui aussi été élu fin 2006. Rafael Correa avait mis en place une commission d'audit de la dette en juillet 2007 avec une large participation citoyenne (y compris des représentants de mouvements sociaux très critiques à son égard, comme la CONAIE

et Ecuarunari). Cette commission avait pour mission d'identifier la partie illégitime et illégale de la dette publique interne et externe réclamée à l'Équateur. Sur la base des travaux de la commission, le gouvernement de l'Équateur avait, en novembre 2008, suspendu unilatéralement le paiement d'une partie de la dette identifiée comme illégitime et illégale par la commission d'audit. Grâce à cela, l'Équateur avait remporté en 2009 une victoire contre les créanciers. Ajoutons également que l'Équateur avait expulsé en mai 2007 le représentant permanent de la Banque mondiale. Il avait également demandé au FMI de quitter les locaux qu'il occupait au sein des bâtiments de la banque centrale et avait décidé de ne plus passer d'accord de prêt avec cet organisme. Rappelons également que la Bolivie, suivie par l'Équateur et le Venezuela avaient décidé de quitter l'organisme d'arbitrage de la Banque mondiale en matière de litiges sur les investissements (CIRDI).

Daniel Ortega a adopté une toute autre attitude : il a tout fait pour maintenir de bonnes relations avec le FMI et a affirmé qu'il poursuivrait les réformes que celui-ci demandait. Il s'est engagé à dégager un excédent primaire du budget afin de pouvoir poursuivre le remboursement de la dette et à comprimer le déficit budgétaire. Choisir cette option a impliqué de refuser de répondre positivement à la demande légitime des travailleurs publics de voir augmenter leurs salaires qui étaient et restent particulièrement bas notamment dans l'enseignement et la santé [3].

Daniel Ortega a augmenté le nombre de traités de libre commerce

Lorsque le FSLN était dans l'opposition, Daniel Ortega, comme principal dirigeant, a obtenu que le groupe parlementaire vote en 2006 en faveur du traité de libre commerce avec les États-Unis. Cela a constitué un tournant de plus dans l'orientation du FSLN car, auparavant, il avait accusé le gouvernement du président Enrique Bolaños de soumettre le Nicaragua aux intérêts économiques de Washington. L'approbation par les parlementaires du FSLN de ce traité a été accompagné par le soutien au changement de toute une série de législations conformément aux conditions préalables posées par les États-Unis. D'autres traités de libre commerce ont été approuvés avec l'appui du FSLN : un traité avec Taiwan (entré en application en 2008), un qui concerne l'Amérique centrale avec le Mexique (2011) et un autre entre l'Amérique centrale et l'Union européenne (2012).

Daniel Ortega a amplifié l'ouverture du Nicaragua aux intérêts des entreprises étrangères dans le domaine de l'agrobusiness, des industries minières, de la pêche

L'observatoire des multinationales en Amérique latine (OMAL), basé au pays basque et orienté clairement en faveur de la défense des intérêts des peuples, a fourni des études fouillées des compromissions du gouvernement de Daniel Ortega à l'égard des multinationales dans le prolongement de ses prédécesseurs.

Monica Baltodano y fait référence et ajoute son témoignage. Selon elle, les relations du gouvernement de Enrique Bolaños avec la multinationale espagnole Unión Fenosa du secteur de l'énergie étaient tendues. Bolaños avait déposé des plaintes contre Unión Fenosa et il y a eu douze jugements et des amendes prononcées par les tribunaux contre cette multinationale. Monica Baltodano précise : « *Tout fut résolu avec le gouvernement Ortega. En novembre 2007, alors que Daniel Ortega tenait un discours virulent contre les multinationales au sommet ibéro-américain à Santiago du Chili, Bayardo Arce [homme de confiance de Daniel Ortega, ancien membre de la direction nationale ayant profité fortement de la piñata, ET] était en train de rencontrer à Madrid, au Palais de la Moncloa, la direction de Unión Fenosa. À partir du « Protocole d'accord entre le gouvernement du Nicaragua et Unión Fenosa » – auquel fut donné rang de loi, le 12 février 2009, par l'Assemblée nationale, une législation comprenant des garanties de toutes*

sortes pour l'entreprise – tout le passé conflictuel fut rayé d'un trait de plume. Rayés tous les jugements, toutes les plaintes et les amendes en souffrance. Ensuite, d'autres lois furent promulguées au bénéfice de la multinationale. Jamais les relations avec la multinationale espagnole qui distribue l'énergie ne furent aussi fluides que sous ce gouvernement. » [4]

Elle ajoute que, sous la présidence de Daniel Ortega, la privatisation du secteur énergétique, et donc des ressources naturelles nicaraguayennes, a été croissante, cela au profit des multinationales et notamment de celles dans lesquelles Ortega investit. Monica Baltodano souligne l'appropriation, soutenue par le gouvernement, « *des principales exploitations minières du pays* » par l'entreprise B2Gold dont le siège se trouve au Canada [5], avec des conséquences néfastes pour l'environnement et pour les communautés locales. Elle dénonce encore la déforestation due aux concessions accordées aux « *mafias du bois* ».

Monica Baltodano détaille la manière dont la multinationale Pescanova parvient à faire de très bonnes affaires sous le gouvernement de Daniel Ortega : « *Un autre exemple, moins connu, est celui de la pêche, aux mains de la multinationale espagnole Pescanova. La chercheuse espagnole María Mestre a publié dans Diagonal (décembre 2010) un rapport sur l'action de Pescanova au Nicaragua [6]. Pescanova est arrivée au Nicaragua en 2002, en achetant l'entreprise Ultracongelados Antártida S.A., la plus grande usine espagnole de conditionnement de fruits de mer, qui possédait un tiers d'une entreprise nicaraguayenne de production de crevettes opérant à Chinandega. À partir de là, Pescanova s'est étendue, ne se limitant pas à traiter les crevettes et la production de larves de crevette en laboratoire, mais en obtenant toujours plus de surface en concession. Si en 2006 Pescanova disposait de 2 500 hectares, en 2008 – sous le gouvernement Ortega – elle avait doublé cette surface, et contrôlait 58 % de la superficie des concessions de pêche. Entre janvier et avril 2009, Pescanova en contrôlait 82 %. » [7]*



Le canal interocéanique

Ce projet vieux de plus de deux siècles a été réactivé par le gouvernement de Daniel Ortega. Le 14 juin 2013, l'Assemblée Nationale du Nicaragua a approuvé par 61 voix contre 28 une loi qui octroie une concession pour une durée renouvelable de cinquante ans au consortium chinois HKDN Nicaragua Canal Development. Les coûts estimés sont de 50 milliards de dollars, ou 41 milliards d'euros. La construction a commencé en 2015 et devait se terminer en 2019 pour une ouverture prévue en 2020. Finalement, la réalisation du projet est suspendue car l'entreprise chinoise a fait faillite et son propriétaire a disparu.

Le projet suscite l'opposition d'organisations écologistes et scientifiques. Il y a un risque grave de pollution du lac Nicaragua qui constitue une importante réserve d'eau douce pour la biodiversité et pour la population locale qui boit l'eau du lac et s'en sert pour

irriguer les terres agricoles. Sur le plan social, 25 000 personnes devraient être déplacées.

L'interdiction totale de l'avortement entre en vigueur dans le code pénal en 2008

Comme mentionné dans l'article précédent, le groupe parlementaire sandiniste a voté en 2006, main dans la main avec les députés conservateurs, une loi interdisant complètement l'avortement. C'est sous la présidence de Daniel Ortega, qui s'est refusé à faire marche arrière, que cette interdiction a été incluse dans le nouveau code pénal entré en vigueur en juillet 2008. Cette interdiction n'admet aucune exception, y compris en cas de danger pour la santé ou pour la vie de la femme enceinte, ou en cas de grossesse suite à un viol. Amnesty International indique : « *Compte-tenu du fort taux de grossesses chez les adolescentes au Nicaragua, une grande partie des femmes touchées par la nouvelle législation ont moins de dix-huit ans. L'abrogation des dispositions autorisant l'avortement thérapeutique met en danger la vie de femmes et de jeunes filles et place les professionnels de la santé dans une situation inadmissible.* » Avant l'adoption de ce nouveau code pénal, l'avortement « thérapeutique » (en cas de danger pour la santé de la femme enceinte ou en cas de grossesse suite à un viol) était légal et considéré comme légitime et nécessaire, depuis une loi adoptée en 1893 sous le gouvernement du libéral Zelaya, et qui était un premier aboutissement d'une évolution commencée dès 1837. Un gouvernement représentant les intérêts populaires aurait pu assumer un nouvel aboutissement de la législation en élargissant le droit à l'avortement (par exemple, en autorisant la femme enceinte à décider seule quelles que soient les causes de la grossesse, et en supprimant les conditions selon lesquelles trois praticiens devaient s'accorder sur l'interruption de grossesse et la femme enceinte devait obtenir l'autorisation de son mari ou de sa famille proche). Au lieu de cela, Ortega a décidé de faire un terrible pas en arrière.

Cette législation rétrograde s'accompagne d'attaques graves contre les organisations de défense des droits des femmes, qui ont été parmi les plus actives dans l'opposition au gouvernement de Daniel Ortega. En particulier, le Mouvement autonome des femmes (MAM, *Movimiento Autonomo de Mujeres de Nicaragua*), fortement mobilisé contre l'interdiction de l'avortement, s'est retrouvé dans le viseur des autorités. Les mouvements féministes ont été victimes de répression administrative, policière et judiciaire. Afin de les bâillonner, Daniel Ortega et Rosario Murillo les ont sommés de rejoindre le mouvement de femmes rattaché au régime. Dans une autre évolution très inquiétante du régime, Murillo n'a pas manqué de dénoncer le Mouvement autonome des femmes et les soutiens étrangers dont il bénéficie dans sa lutte pour le droit à l'avortement comme étant l'œuvre du diable.





Tête de la manifestation du 30 mai 2018 : Mouvement des Mères d'Avril. Plus d'assassinats ! Plus de massacre ! Nous exigeons la Justice !

Le recours à la religion

Daniel Ortega et Rosario Murillo recourent systématiquement à des références à la religion chrétienne se réclamant en permanence de l'action de Dieu qui est à leur côté. Le régime dirigé par ce couple présidentiel a produit un profond recul idéologique. Dans la suite du texte, Dieu, Diable, Foi, Justice Divine, apparaissent avec une majuscule car dans tous les textes de Murillo et Ortega ils sont effectivement utilisés avec majuscule.

Parlant des mutations qu'a connues le FSLN sous la conduite de Daniel Ortega et de Rosario Murillo, Monica Boltadano écrit : « *Une seconde mutation à analyser est celle qui a mené le Front sandiniste du rationalisme au fondamentalisme religieux. Le programme de la révolution revendiquait le respect des croyances religieuses et préconisait la laïcité. La Constitution de 1987 établit que l'État n'a pas de religion officielle et que l'éducation publique est laïque. Et qu'avons-nous maintenant ? L'usage et l'abus de la religiosité populaire et sa manipulation continuelle en vue de fortifier le projet de pouvoir. Les institutions étatiques opèrent comme reproductrices des croyances religieuses pour souligner que tout ce qui se passe dans le pays est le produit de « la volonté de Dieu ». Établissant ainsi que l'autorité [de Rosario Murillo et de Daniel Ortega, ET] provient de la volonté divine, tout comme sous l'absolutisme monarchique le pouvoir des rois venait directement de Dieu. Et ce lien divin, selon le discours officiel, fait que le Nicaragua vit « béni et prospère ». Comme résultat de ce modèle, les hiérarchies religieuses légifèrent, les Églises commandent, les autorités civiles promeuvent des croyances religieuses et toutes les institutions étatiques et municipales sont remplies d'images, de symboles et de messages religieux. »*

Du côté de Rosario Murillo, les références à Dieu et au diable viennent de loin, j'ai retrouvé un extrait d'un article qu'elle a signé en 1991 en tant que responsable de *Ventana*, le supplément culturel du quotidien sandiniste *Barricada*. En préparation du premier Congrès du FSLN, elle écrivait « *A l'intérieur du Front, on retrouve des sandinistes et des non sandinistes. Millionnaires et miséreux. **Âmes de Dieu et âmes du Diable** (...). Oui, Messieurs, le Front sandiniste est actuellement un front, et comme front, où l'on trouve de tout, c'est en ce moment un tas de merde* » [8]. Plus tard, Murillo a abandonné la caractérisation grossière du Front comme un tas de merde, mais par contre elle a introduit dans tous ses discours une présentation manichéenne et religieuse fondamentaliste conservatrice, obscurantiste des événements et des personnes.

Dans le discours que Rosario Murillo a prononcé le 19 juillet 2018 lors de la célébration du 39^e anniversaire de la victoire de la révolution, elle a constamment fait appel à la foi, à la grâce de Dieu, à la dénonciation des actions diaboliques des manifestants qui protestent contre la politique du régime qu'elle codirige.

Le lendemain, elle a poursuivi dans la même veine dans une déclaration sur la chaîne de TV canal 4 qui est la propriété d'un de ses fils : « *Nous savons qu'il y a des institutions qui seront capables de reconnaître les délits et les crimes de ceux qui ont causé tant de douleur, tant de morts, tant de souffrance, tant de crimes aberrants, diaboliques, dans notre Nicaragua. Et nous avons confiance dans la Justice, confiance dans la Justice Divine également* » [9].

Elle poursuit plus loin : « *Ce peuple de Dieu, parce que le peuple nicaraguayen est le Peuple de Dieu ! Il y a peu de peuples dans le monde faisant preuve de tant de Foi et tant de Dévotion, avec une relation si forte avec Dieu. Et nous, les Catholiques, avec la*

Vierge Marie, avec tant de (...) Foi. » [10]

Dans la même déclaration, elle oppose le peuple aux femmes et aux hommes qui luttent pour la dépénalisation de l'avortement de la manière suivante : « *Un Peuple qui a défendu la Vie sous toutes ses formes, depuis le ventre maternel... Depuis le ventre maternel ! Alors que beaucoup d'entre eux prétendent mener des actions civiques, alors qu'ils n'ont rien de civique parce qu'ils sont des criminels, ils ont défilé dans les rues de Managua, demandant l'Avortement. Portant atteinte à la Vie ! C'est la Vérité. » [11]*



Vue d'une partie de la marche du 30 mai à laquelle ont participé plusieurs centaines de milliers de personnes, (peut-être 500 000)

Elle présente ensuite les manifestants qui protestent depuis le 18 avril 2018 comme les vrais coupables des centaines de morts qui endeuillent le peuple : « *...le Peuple le sait, il sait qui a donné la mort ; il sait, parce que nous le savons, comment entre eux à cause de leurs conflits dus à leurs ambitions, pour leurs conflits dus à leur culture de la drogue avec laquelle ils ont cherché à terroriser le pays, ce sont des personnes droguées, alcooliques, des personnes liées à toute sortes de crimes et de délinquance. Le Peuple sait qu'entre eux-mêmes ils se sont donnés la mort pour ensuite en rendre coupable le Gouvernement. » [12]*

La veille, le 19 juillet 2018, lors du grand rassemblement convoqué par le régime, Daniel Ortega avait été tout aussi loin dans le raisonnement manichéen et inquisiteur. Il avait expliqué que les protestataires, désignés comme terroristes et putschistes, avaient des pratiques diaboliques et sataniques. Il a affirmé que les terroristes torturaient « de manière satanique » (sic !) des gens du peuple sur le lieu des barricades [13] ! Il a littéralement affirmé que les protestataires « terroristes » et « putschistes » sont totalement « satanisés ». Il a appelé les évêques catholiques à « exorciser » ces « diables », ces « démons » (ce sont les termes que Ortega utilise pour désigner les manifestants) pour chasser le diable qui a pris possession d'eux. Ortega affirme qu'ils mettent le feu aux cadavres près des barricades et qu'ils dansent autour de ceux-ci. Il a appelé les évêques à respecter la parole de Dieu et à ne pas soutenir l'exigence des manifestants contestataires qui demandent la démission du couple présidentiel.

La troisième partie portera sur la crise dramatique d'avril à juillet 2018 au Nicaragua.

L'auteur a réalisé une douzaine de séjours au Nicaragua et dans le reste de l'Amérique centrale entre 1984 et 1992. Il a participé à l'organisation de brigades de travail volontaire de syndicalistes et d'autres militants de la solidarité internationale qui portaient de

Belgique et se rendaient au Nicaragua dans les années 1985-1989. Il était un des animateurs des FGTBistes pour le Nicaragua. Il a eu des rencontres avec différents membres de la direction sandiniste : Tomas Borge, Henry Ruiz, Luis Carrion, Víctor Tirado Lopez au cours de la période 1984 – 1992. Il a été en contact étroit avec l'ATC, l'organisation sandiniste des travailleurs agricoles. Il était présent à Managua en juillet 1990 durant le mouvement des barricades et la grève générale contre les mesures prises par le gouvernement de droite de Violetta Chamorro. Il a été invité au 1^{er} congrès du FSLN en juillet 1991 et au 3^e Forum de Sao Paulo tenu à Managua en juillet 1993. A l'International Institute for Research and Education d'Amsterdam, il a donné des formations dans les années 1980 sur la stratégie révolutionnaire du FSLN avant la prise du pouvoir et sur la période post – 1979.

L'auteur remercie Nathan Legrand pour la relecture et pour l'aide à la recherche des documents. Il remercie Claude Quémar pour la relecture et Joaldo Dominguez pour la mise en ligne.

Eric Toussaint

Notes

[1] Monica Baltodano, « Qu'est-ce que ce régime ? Quelles ont été les mutations du FSLN pour arriver à ce qu'il est aujourd'hui ? », *Inprecor* n° 651/652, mai-juin 2018 (ou ici : <http://www.inprecor.fr/article-Nicaragua-Qu'est-ce%20que%20ce%20régime%C2%A0%20%20Quelles%20ont%20été%20les%20mutations%20le%20FSLN%20pour%20arriver%20à%20ce%20qu'il%20est%20aujourd'hui%20%20?id=2144>)

[2] Sur la doctrine de la dette odieuse voir : <http://www.cadtm.org/Dette-odieuse> et <http://www.cadtm.org/Demystifier-Alexandre-Nahum-Sack>

[3] Adolfo Acevedo Vogl, Nicaragua : Hacia el quinto programa con el FMI, 23 novembre 2006, <http://www.cadtm.org/Nicaragua-Hacia-el-quinto-programa>

Adolfo Acevedo Vogl, Cuales son les principales exigencias del FMI ?, 21 décembre 2006, <http://www.cadtm.org/CUALES-SON-LAS-PRINCIPALES>

Adolfo Acevedo Vogl, 7 février 2008, LA APROBACION DEL PRESUPUESTO : UN POSICIONAMIENTO Y UNA PROPUESTA. SE APUNTA USTED A RESPALDARLA ??? <http://www.cadtm.org/LA-APROBACION-DEL-PRESUPUESTO-UN>

Adolfo Acevedo Vogl, Nicaragua : La Carta de Intencion al FMI y la « sobre- recaudacion » fiscal. Una propuesta ciudadana. 20 septembre 2008, <http://www.cadtm.org/Nicaragua-La-Carta-de-Intencion-al>

[4] Monica Baltodano, *op. cit.*

[5] Voir <http://www.b2gold.com/projects/nicaragua/>

[6] Maria Mestre, « Pescanova, el gigante camaronero de Nicaragua », 3 décembre 2010, *Diagonal* : <https://www.diagonalperiodico.net/global/pescanova-gigante-camaronero-nicaragua.html>

[7] Monica Baltodano, *op. cit.*

[8] Extrait cité dans Éric Toussaint, « Front ou parti : que choisir ? », *Inprecor* n° 329, 26 avril 1991

[9] « *Sabemos que hay Instituciones que serán capaces de reconocer los delitos y los crímenes de quienes han causado, tanto dolor, tanta muerte, tanto sufrimiento, tantos crímenes aberrantes, diabólicos, en nuestra Nicaragua. Y confiamos en la Justicia, confiamos en la Justicia Divina también.* » <http://www.lavozdelsandinismo.com/nicaragua/2018-07-20/declaraciones-de-la-companera-rosario-murillo-vicepresidenta-de-nicaragua-20-07-2018-texto-integro/> ou <https://www.el19digital.com/articulos/ver/titulo:79300-rosario-en-multinoticias-20-de-julio-del-2018>

[10] « *Ese Pueblo de Dios, porque el Pueblo nicaragüenses és el Pueblo de Dios ! Pocos Pueblos hay en el Mundo con tanta Fé y tanta Devoción, y con tanta Relación con Dios. Y nosotr@s, los Católic@s, con la Virgen María, con tanta Relación, con tanta Fé.* »

[11] « *Un Pueblo que ha defendido la Vida en todas sus formas, desde el vientre materno... Desde el vientre materno ! Mientras, muchos de los que hoy se llaman "Cívicos", que de Cívicos no tienen nada porque son criminales, han desfilado en las Calles de Managua, pudiendo Aborto. Atentando contra la Vida ! Esa és la Verdad.* »

[12] « *...el Pueblo lo sabe, sabe quién produjo los muertos ; sabe incluso, porque sabemos cómo entre ellos mismos por sus pleitos de ambición, por sus pleitos también propios de esa cultura de drogadicción con la que pretendieron aterrorizar al País, personas drogadictas, alcohólicas, personas vinculadas a todo tipo de crímenes y delincuencia ; el Pueblo nicaragüense sabe que ahí también entre ellos mismos se quitaron la Vida para culpar al Gobierno.* »

[13] Voir en espagnol en vidéo les discours de Rosario Murillo et de Daniel Ortega. Le passage d'Ortega auquel il est fait référence commence après 2heures et 10 minutes de vidéo.

Avis de non-responsabilité: Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Copyright © Eric Toussaint, CADTM, 2018